Parti Communiste Révolutionnaire de France

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Législatives 2022 :

entre crise politique et nouvelle offensive antisociale, besoin urgent d'un Parti communiste révolutionnaire !

Un 1er tour qui confirme l'ampleur de la grave crise politique que traverse notre pays

Une recomposition du cadre politique se confirme autour d'un pôle bonapartiste « au-dessus des partis », avec Macron censé représenter les hommes sérieux et raisonnables contre les "extrêmes", "anti-système" du RN et de LFI.

La France Insoumise (LFI) s'est élargie en remettant en selle un des deux anciens piliers de la dictature du capital en France pendant 40 ans et en s'alliant à lui : **le Parti socialiste**.

L'autre ancien pilier de la dictature du capital, **la droite et Les Républicains (LR)**, font également les frais de cette recomposition politique dont avaient besoin les monopoles pour sauver les formes de la démocratie bourgeoise, avec 10,4% (4,8 % des inscrits) et un groupe encore réduit à l'Assemblée nationale.

Le PS, représentant traditionnellement la social-démocratie et le courant réformiste, sort exsangue des consultations électorales nationales, l'essentiel de ses cadres et élus ayant déjà rejoint *La République en Marche* (aujourd'hui rebaptisée "*Renaissance*") en 2017.

Le PCF, s'il conservera semble-t-il quelques députés grâce à l'alliance de toute la social-démocratie dans la NUPES, est encore affaibli, mais reste un parti aux 10000 élus locaux.

Dans la dynamique des Présidentielles renforcée par le vote dit utile autour du candidat "à gauche" le mieux placé, LFI a imposé ses candidats dans son accord **NUPES** et va sans doute augmenter son nombre de députés. Avant ce premier tour, Mélenchon a joué le rêve (bien peu ambitieux et éloigné des luttes) de la cohabitation avec Macron, mais en en accord avec son projet réformiste. Avec 25,7% (et 11,9% des inscrits), la coalition électorale NUPES a certes bénéficié du "vote utile" pour être au deuxième tour, mais fait finalement autant que la somme des gauches en 2017 (26%) après avoir été annoncée à 35% en avril. La France Insoumise de Mélenchon ne parvient pas à occuper encore la place du PS de l'époque du dispositif d'alternance droite-gauche depuis le début des années 80.

Quant au **Rassemblement National (RN)**, démonstration est de nouveau faite que ce parti ne représente pas, pour le moment, une carte d'alternative politique pour la bourgeoisie, malgré sa progression par rapport à 2017 et ses nouveaux signaux programmatiques favorables envoyés aux monopoles. Il se confirme qu'il s'agit d'un épouvantail destiné à occulter les choix réels et à permettre à la grande bourgeoisie de réaliser un consensus autour des grands axes de la politique dont elle a besoin tant au niveau intérieur qu'au niveau de l'Union Européenne. La dynamique des Présidentielles et les difficultés dues à un deuxième mandat pour Macron, lui permettent de viser un groupe parlementaire.

De ce point de vue, **la grande bourgeoisie a marqué des points** :"**Ensemble**" (coalition présidentielle de Renaissance (ex LREM), Horizon, Modem, Agir) est en passe, comme prévu (et favorisée par les institutions monarcho-présidentielles), de remporter la majorité des sièges. Pourtant cette coalition présidentielle a perdu 6 points par rapport à 2017 à 25,7%, et se retrouve à "égalité" (une première sous la Vème République) avec une autre formation (NUPES). Avec LR voire le RN, il est évident que les projets antisociaux, que prépare à nouveau Macron, auront l'approbation, pour l'essentiel, du parti LR qui jusqu'ici représentait, et continue de représenter la grande bourgeoisie monopoliste. Ce manque de démarcation fut d'ailleurs le boulet de LR, déjà, de 2017 à 2022 aux Présidentielles. L'oligarchie financière est donc représentée par deux partis que de simples nuances peuvent séparer, mais que l'essentiel unit : la défense du capitalisme et de l'impérialisme français. La composition du gouvernement Borne est l'illustration frappante de cette réalité.

La faillite de la « démocratie bourgeoise »

Cependant la victoire de la grande bourgeoisie est limitée ; la majorité en sièges n'a lieu que par le caractère anti-démocratique du système électoral : avec 25,7% des exprimés, pouvoir obtenir la majorité des sièges, c'est une caricature du prétendu système représentatif ! C'est l'illustration du fait que depuis 1958, la France n'est plus une démocratie bourgeoise, mais un régime présidentiel de pouvoir personnel au service exclusif des monopoles et des groupes financiers. Pire encore, les députés de la ma-

web

PCRF Parti Communiste Révolutionnaire de France

pcrf-ic.fr unionjc.fr

Les Amis d'Oulianov - BP 40084

75 862 PARIS CEDEX 18

Union de la Jeunesse Communiste

jorité présidentielle ne vont représenter que 12% des électeurs inscrits : car si aux Présidentielles, un tiers de l'électorat a refusé de choisir entre la peste et le choléra, **les élections législatives sont marquées par un taux d'abstention (plus les blancs et nuls) de 53,54%, taux de 2017 encore battu et sans précédent** à ce type d'élections depuis 1848, date des premières élections législatives au suffrage universel !

Le mépris des commentateurs de toutes sortes ne saurait masquer que **cette abstention résulte d'une attitude de classe** : ce sont les milieux populaires, la classe ouvrière, qui se sont massivement abstenus, la France du travail, de la précarité et du chômage. Non pas par désintérêt ou lassitude, mais par colère ou scepticisme : au sortir de cinq ans de Macron, les appels des uns et des autres de Roussel (PCF) à Sarkozy en passant par Martinez (CGT) à voter à nouveau pour le Président sortant au deuxième tour des Présidentielles, le fait qu'ils s'inséraient les uns comme les autres dans une perspective de gestion des affaires du capitalisme, tout cela n'était pas susceptible de mobiliser les masses populaires.

La jeunesse également ne s'est pas déplacée et le vote est largement celui des anciens, plus enclins matériellement à choisir la réaction. Dans des quartiers populaires de la métropole, l'abstention, blancs et nuls, atteignent les 80%, sur l'ensemble de l'île de la Réunion, et en Martinique, elle dépasse les 70% !! Des taux d'abstention qui empêchent toute triangulaire, le deuxième (en même parfois le premier en tête au premier tour) n'atteignant même pas les 12,5% des inscrits.

Enfin, notre parti rappellera toujours **qu'environ 30 à 40 % des ouvriers**, selon les estimations, **sont interdits de vote** : étrangers sans droit de vote, pauvres non inscrits sur les listes électorales (illettrisme, sans domicile fixe, non comptabilisation du fait d'obstacles administratifs, etc).

La crise politique ne se résorbe pas, elle s'approfondit sur fond de crise du capitalisme ! Sur tous les plans, la politique qui va être mise en œuvre va avoir des conséquences tragiques pour le peuple-travailleur.

Plus que jamais, il faut un nouveau Parti Communiste au prolétariat, aux couches populaires, à la jeunesse !

Le 19 juin 2022 aura lieu le second tour des élections législatives. Le Parti Communiste Révolutionnaire de France appelle les travailleurs à rejeter les candidats LR, RN, Renaissance/MODEM/Horizon/Agir et du PS ou en alliance avec lui, cela quel que soit le cas de figure.

Pour le reste, tenant compte des situations locales, notre parti appelle à rejeter tous ceux qui de fait ont appelé à voter Macron au second tour des Présidentielles, tous ceux qui prônent l'Europe sociale au lieu de combattre l'Union Européenne du Capital, tous ceux qui poussent à la guerre et aux profits de guerre.

La bourgeoisie profite également de la période électorale pour faire croire que les citoyens vont pouvoir choisir leur avenir, voire décider librement de leur société au moyen des élections. En réalité, il s'agit de détourner les masses travailleuses des luttes et de les duper avec leur propre consentement (le vote !).

Le nouveau gouvernement représente donc cette continuité de la feuille de route de l'oligarchie financière. Elisabeth Borne, comme la plupart de ses amis ministres, est millionnaire, elle a été ministre des Transports puis du Travail sous Macron, et a mis en œuvre la récente réforme de l'assurance-chômage ; ancienne conseillère de Jospin, elle a le record du nombre de collaborateurs sous Macron (15 !), elle a passé les contrats avec les autoroutes qui ont permis jusqu'à un demi-milliard d'augmentation des tarifs ; plusieurs fois ancienne préfète, elle est l'archétype de la haute bureaucratie de l'Etat bourgeois, accusée par un journal de ne pas avoir mentionné son poste d'administratrice d'un lobby de constructeurs (Bouygues, Eiffage etc) en 2015-2016… Contre ce gouvernement de bandits, le peuple-travailleur ne peut compter que sur la lutte et non sur des alliances électorales comme la NUPES de Mélenchon, qui a aussi pour effet de remettre en selle le PS, pilier pendant 40 ans de la dictature du capital en alternance.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France remercie les électeurs qui ont voté pour ses quatre candidats dans quatre régions différentes.

Il les appelle à le rejoindre dès maintenant pour reconstruire un Parti Communiste capable d'ouvrir une perspective révolutionnaire à notre peuple.

Malgré la barrière de l'argent (l'absence de professions de foi et de bulletins de vote envoyés à domicile par exemple), certains de nos candidats ont fait plus de voix que LO et NPA réunis dans les bureaux de vote populaires.

Par ailleurs, il est regrettable que **des groupes du Mouvement Communiste de France** (MCF) aient appelé à voter NUPES ; que d'autres, pourtant membres avec nous de l'ICE (*Initiative Communiste Européenne,* avec le KKE, le PCTE et le TKP), n'aient pas voulu soutenir nos candidats, alors qu'ils répondaient positivement aux revendications et axes de luttes portés ; ou encore qu'un autre groupe du MCF et de la reconstruction communiste n'ait pas souhaité répondre à notre information de candidature et proposition de rencontre. Nous voyons ainsi que le MCF est très faible et encore profondément marqué par l'opportunisme et tourné vers les vieux oripeaux sociaux-démocrates.

Nous devons donc nous retrousser les manches pour l'unité dans la lutte et la construction du Parti. L'espoir de la période réside dans ces discussions, contacts et échanges de coordonnées, réalisés aux portes des usines, sur les marchés et quartiers populaires, dans ces choix de travailleurs qui ont jugé important d'imprimer notre bulletin, de coller nos affiches dans leur commune, de faire des dons...

Notre première grande victoire stratégique sera celle de la construction d'un Parti Communiste, même petit, mais reconnu nationalement dans la classe ouvrière et les luttes.

Rejoignez votre Parti Communiste Révolutionnaire !

Paris, le 13 juin 2022